

Côté, S., Klein, J.-L., Proulx, M.-U., eds (1997) *Action collective et décentralisation*. Rimouski, GRIDEQ et GRIR (Coll. « Tendances et débats en développement régional », no 3), 258 p. (ISBN 2-9200270-61-3)

Serge Belley

Volume 42, Number 115, 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022719ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022719ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Belley, S. (1998). Review of [Côté, S., Klein, J.-L., Proulx, M.-U., eds (1997) *Action collective et décentralisation*. Rimouski, GRIDEQ et GRIR (Coll. « Tendances et débats en développement régional », no 3), 258 p. (ISBN 2-9200270-61-3)].

Cahiers de géographie du Québec, 42(115), 128–129.

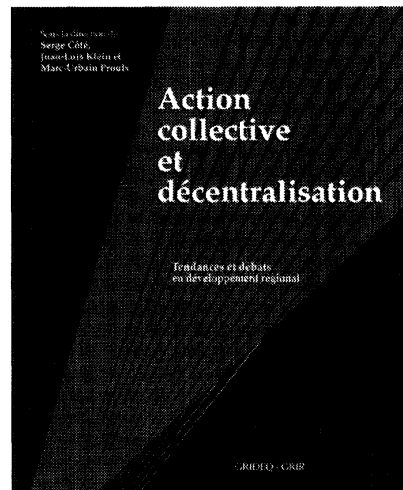
<https://doi.org/10.7202/022719ar>

C'est précisément ici que cette sympathie pour les Inuits comme réalité globale (tel que le laisse entendre le titre) et comme réalité extérieure et étrangère (tel que le rappelle ici et là les accents de récit d'aventure) devient le trait distinctif de l'ouvrage. B. Collignon fait de la science qui est autre chose que la répétition des savoirs traditionnels; tout se passe pourtant comme si elle avait succombé à ses bonnes intentions ou — ce qui revient au même — à l'ambiance normative du courant d'étude sur les savoirs traditionnels, en donnant à son texte des accents parfois proches, dirait-on, d'une certaine complaisance.

Drôle de problème que celui de l'humilité scientifique, par ailleurs nécessaire à un travail rigoureux de mise à l'épreuve des hypothèses, qui se travestit en une sorte de honte pour éviter l'ethnocentrisme sacrilège.

Gérard Duhaime
GÉTIC
Université Laval

CÔTÉ, Serge, KLEIN, Juan-Luis, PROULX, Marc-Urbain, eds (1997) *Action collective et décentralisation*. Rimouski, GRIDEQ et GRIR (Coll. «Tendances et débats en développement régional», n° 3), 258 p. (ISBN 2-9200270-61-3)



La décentralisation est dans l'air du temps. Depuis deux ans, en effet, dans la foulée de la Commission sur l'avenir du Québec, les discours et les écrits politiques, journalistiques, gouvernementaux et universitaires sur le sujet ont été nombreux. Cet ouvrage collectif, qui rassemble les actes du colloque de la section «Développement régional» de l'ACFAS 1996, apporte une contribution supplémentaire au débat. Divisé en trois parties, il regroupe 14 textes signés par 23 universitaires.

Dans un texte introductif, Storper parle des régions comme des «économies de variété». À l'heure de l'économie d'apprentissage, affirme-t-il, le rôle de l'analyste consiste à comprendre la structure complexe des interrelations réflexives (les «conventions») qui rendent possible la coordination des acteurs dans les activités de production. Il lui incombe donc de «repérer la présence ou l'absence d'une cohérence génératrice de [telles] conventions dans une région» (p. 14). Bien que stimulante, la perspective ouverte par Storper trouve malheureusement peu d'écho dans la suite de l'ouvrage.

Dans la première partie, qui a pour thème «la décentralisation comme modalité de gestion du social», Côté rappelle que la question régionale est intimement liée aux revendications et aux luttes des populations régionales pour l'amélioration de leurs conditions d'existence. C'est pourquoi, selon lui, la décentralisation ne fera pas disparaître la nécessité pour l'État central d'assurer un minimum d'équité entre les régions. Klein et Morneau soutiennent, quant à eux, que la décentralisation en cours poursuit davantage l'objectif d'une privatisation des services publics que d'un véritable réaménagement des pouvoirs au profit des régions. Proulx fait sensiblement le même constat lorsqu'il affirme que depuis 1990 on assiste, au Québec, à un «retournement dirigiste» en matière de développement local et régional. Pour contrer cette tendance, il importe, selon Proulx, d'animer la «culture organisationnelle territoriale» afin que les acteurs locaux et régionaux définissent des arrangements institutionnels qui soient adaptés à leurs besoins.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur «la région comme théâtre de mobilisation». Favreau analyse d'abord le rôle joué par les entreprises de la nouvelle économie sociale dans le développement local. Leur principal défi, soutient-il, sera de diversifier leurs activités afin de ne pas être confinées «à la seule gestion sociale de la pauvreté» (p. 82). Sur le plan culturel, les régions font montre, écrit Fortin, d'une grande vitalité. Avec l'affirmation des identités régionales, on assiste à l'émergence d'un «polycentrisme culturel». La mobilisation en région, c'est aussi, selon Tremblay *et al.*, celle des organismes communautaires qui, dans le contexte de désengagement de l'État, travaillent à la réinsertion des femmes au marché du travail. Un théâtre de mobilisation bien réel donc, mais d'autant plus difficile à animer que les appartenances territoriales, affirment Dionne et Thivierge, sont plus fragiles et mouvantes.

Dans la troisième partie, les ressources que sont l'hydroélectricité, l'agriculture, la forêt et la pêche sont analysées comme des enjeux importants, voire décisifs, dans le développement des régions périphériques. Pour ces dernières, la décentralisation doit se traduire par un contrôle accru sur la mise en valeur de leurs ressources. La question du rôle de l'État est de nouveau posée: comment assurer à la fois la protection des dites ressources, soutenir financièrement les personnes et les industries concernées et garantir une redistribution équitable des bénéfices entre toutes les régions?

Un rôle d'autant plus difficile à assumer, affirme Fontan en conclusion, que l'État-nation n'a plus la capacité institutionnelle de réguler la logique d'expansion actuelle de l'économie et ses effets sur la société, d'où, selon lui, l'hypothèse «de la montée de l'État-région comme lieu de régulation du devenir social» (p. 251). Les défenseurs de la décentralisation trouveront certes l'hypothèse séduisante, mais concluront sans doute qu'il y a encore loin de la coupe aux lèvres!

Serge Belley
École nationale d'administration publique